

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE BRANDEFERT

7 rue des métiers
35730 Pleurtuit

Références : 2025.269
Code AIOT : 0005502186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement CARRIERES DE BRANDEFERT implanté LES VAUX 22400 HENANSAL. L'inspection a été annoncée le 10/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

C'est une inspection programmée en vue de vérifier par sondage le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 modifié le 27 septembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE BRANDEFERT
- LES VAUX 22400 HENANSAL

- Code AIOT : 0005502186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de roches massives autorisée par l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 modifié le 27 septembre 2024. Le site a été repris par la société BRANDEFERT en 2024.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Localisation de la carrière et des installations	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Instance de concertation	Arrêté Préfectoral du 27/09/2024, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Protection de l'approvisionnement des puits et forages	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.3 b	Demande d'action corrective	1 mois
11	Auto surveillance des niveaux de vibrations	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Auto surveillance de l'amiante	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.9	Demande d'action corrective	3 mois
13	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Demande d'action corrective	1 mois
14	Garanties financières	AP Complémentaire du 27/09/2024, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Matériaux extraits et quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.2.6	Sans objet
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.4.1	Sans objet
5	Modalités d'extraction et	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.8.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	phasage		
6	Mesures des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 3.1.5	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.11	Sans objet
9	Principes de gestion des déchets Inertes en provenance de l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 5.2	Sans objet
10	ACTIVITÉS HORS TIR DE MINES	Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence des écarts importants concernant la mise en place de l'instance de concertation, la réalisation du plan de gestion des déchets et la constitution des garanties financières, et est dans l'attente de mise en place des mesures correctives sous un délai contraint d'un mois. Passé ce délai, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé au préfet.

De plus, l'Inspection met en évidence des points de vigilance concernant la justification de surfaces, la surveillance piézométrique d'un forage, l'auto-surveillance des vibrations et l'auto-surveillance de l'amiante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation de la carrière et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation de la carrière et des installations			
Prescription contrôlée :			
L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 176 384 m ² et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral en annexes au présent arrêté. Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des Installations Classées.			
Commune	Section	Numéro	Surface totale autorisée (m²)

HENANSAL	ZK	28	42 571
31p	12 797		
40	10 320		
41	16 157		
42p	925		
43	11 295		
44	20 510		
45	31 487		
213p	1 317		
C	224	3 535	
226	6 940		
228	5 240		
272	2 675		
635	3 940		
636	3 620		
778	1 180		

779	970		
Voies communales	905		
TOTAL	176 384 m²		

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant respecte le périmètre autorisé (parcelles cadastrales). Il apparaît une incertitude sur les surfaces de voies communales.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier la surface exacte de voies communales, accompagné d'une carte zoomée sur les parcelles concernées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Matériaux extraits et quantités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 1.2.6

Thème(s) : Risques chroniques, Matériaux extraits et quantités autorisées

Prescription contrôlée :

Les matériaux extraits sont issus de roches massives de type amphibolites et schistes.

La quantité maximale de matériaux à extraire, calculée sur une période d'une année calendaire, est limitée à :

- pour la phase 1 (0-5 ans), en moyenne : 150 000 tonnes/an, au maximum : 200 000 tonnes/an ;
- pour la phase 2 (5-10 ans) et la phase 3 en partie (10-12 ans), en moyenne : 250 000 tonnes/an, au maximum : 300 000 tonnes/an.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que la production annuelle pour 2024 a été de 150 000 tonnes.

Une demande d'augmentation anticipée de la production a été transmise en août 2023 par l'ancien exploitant (SARL Carrières de Fréhel). L'exploitant précise que ce projet n'a pas été mis en œuvre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, telles que prévues dans son dossier, à savoir :

- la conservation du coteau Nord de la vallée ;
- l'optimisation du modelé du stockage de matériaux de découverte au Sud-Ouest ;
- l'optimisation du profil du stockage temporaire de matériaux de découverte au Nord ;
- l'optimisation du profil du merlon périphérique en partie Nord en végétalisant le flanc extérieur ;
- la constitution d'un merlon périphérique sur la partie Ouest en vue d'une plantation de haie bocagère qui sera prolongée par une partie à plat, hors emprise de la carrière ;
- la création d'un talus non végétalisé en retour Ouest du site ;
- la plantation de haies arbustives de part et d'autre de l'entrée du site.

L'exploitant doit particulièrement veiller au développement d'éventuelles espèces de flore invasive. Les espèces invasives identifiées seront arrachées manuellement et exportées hors du site vers des filières de traitement appropriées.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

L'exploitant prend également les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, boues, déchets, etc.

Des dispositifs d'arrosage et de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que certaines mesures sont en place concernant l'intégration paysagère: les merlons périphériques sont créés à proximité de la fosse d'extraction, l'entrée du site est aménagée.

Les autres mesures seront mises en œuvre à l'extension maximale du périmètre autorisé sur la partie Nord.

L'exploitant précise que la reprise des surfaces prévues au périmètre autorisé, actuellement cultivées, est fixée à fin 2025.

De plus, il est constaté que l'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. L'arrosage des pistes est réalisé au godet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Instance de concertation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Instance de concertation

Prescription contrôlée :

Les dispositions du chapitre 2.7. de l'arrêté préfectoral du 10 avril 2020 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

Une instance de concertation est mise en place par l'exploitant qui en assure la gestion.
Elle est composée à minima :

- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des collectivités locales : maire de la commune de HENANSAL ;
- d'un représentant d'associations de protection de l'environnement locales ou départementales concernées ;
- si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants du Conseil Départemental ;
- si nécessaire et selon l'ordre du jour de la réunion, de représentants des administrations publiques concernées (ARS, DDTM, DREAL).

L'instance de concertation est placée sous la présidence de l'exploitant, la société SAS Carrières de Brandefert, et du maire de HENANSAL.

Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le Code de l'Environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'instance de concertation se réunit annuellement pour présenter ce bilan et les actions menées.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant indique que l'instance de concertation n'a pas été mise en place depuis le changement d'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place l'instance de concertation et prévoir une première réunion au cours de l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités d'extraction et phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 2.8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction et phasage

Prescription contrôlée :

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et aux plans de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitation est conduite suivant le phasage défini ci-après :

Phase d'exploitation	Progression des activités
1 (0-5 ans)	Progression des fronts vers le Nord Accès aux différents paliers par les pistes Est
2 (5-10 ans)	Progression des fronts vers le Nord-Ouest Création de la piste Ouest Fin des découvertes
3 (10-15 ans)	Progression des fronts vers le Nord Fin des extractions à 12 ans Remise en état pendant 3 ans

L'extraction des matériaux doit être effectuée par création de gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres chacun, séparés par une banquette horizontale d'une largeur pendant la phase d'extraction qui ne devra pas être inférieure à 10 mètres lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules.

Le carreau de la carrière a pour cote minimale 45 m NGF.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplomb.

L'extraction se fait hors eau.

Constats :

L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation de février 2025, l'exploitant respecte le phasage d'exploitation prévu, la cote de fond de fouille est à 47 m NGF. Les autres paliers exploités sont 62 m NGF, 75 m NGF et le palier découvert à la cote 91 m NGF. L'accueil et le stockage des déchets inertes extérieurs est réalisé sur la partie Nord-Est du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesures des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 3.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des cinq stations de mesures présentées dans le dossier :

- hameau de Launay Congard ;
- hameau de La Ville Saulnier ;
- hameau des Vaux ;

- limite de carrière sous les vents dominants ;
- hameau de La Planche (station témoin).

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 9.4.1. du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.

Constats :

L'exploitant fournit les rapports de mesures de retombées de poussières pour 2024. Les valeurs limites sont respectées, cependant la station témoin n'est pas à l'emplacement initialement prévu dans l'arrêté.

Post-inspection, l'exploitant a transmis le rapport de 2023 justifiant le déplacement du point témoin.

L'Inspection rappelle que l'interprétation des résultats doit être réalisée sur la masse de poussières totales et pas seulement sur la fraction minérale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection de l'approvisionnement des puits et forages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.1.3 b

Thème(s) : Risques chroniques, Protection de l'approvisionnement des puits et forages

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser un suivi piézométrique annuel des puits et forages situés en périphérie du site, notamment des puits P5, P6, P7 et P8 et du forage F1.

En cas d'assèchement, de baisse manifeste de production de ces ouvrages ou de modification de la qualité de leurs eaux causés par les activités du site, l'exploitant doit proposer des solutions alternatives à cette situation. L'emplacement des puits et des forages concernés ainsi que les solutions alternatives doivent être portés à la connaissance de l'inspection des installations

classées.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de suivi piézométrique pour l'année 2024, qui conclut à la stabilité des niveaux d'eaux pour les ouvrages suivis. Le forage F1 n'est pas suivi, l'exploitant précise que cet ouvrage n'est pas accessible et souhaite le retirer de la surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter la surveillance des eaux souterraines prévue ou demander le retrait du suivi piézométrique du forage F1.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux traitées rejetées

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux d'exhaure dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5. du présent arrêté ne doit en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
pH	5,5 - 8,5
Température	< 30 °C
DCO	30 mg/L
MES	25 mg/L
Hydrocarbures	5 mg/L

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. Pour les métaux, la mesure correspond à la mesure totale comprenant les formes particulières et dissoutes. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

Constats :

L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées pour l'année 2024, les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble des paramètres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Principes de gestion des déchets Inertes en provenance de l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Principes de gestion des déchets Inertes en provenance de l'extérieur

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à utiliser des déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes.

CODE DÉCHET ⁽¹⁾	DESCRIPTION ⁽¹⁾	RESTRICTIONS
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de

		production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés)
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

⁽¹⁾ Les codes déchets et leur description sont détaillés en annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000		

Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ;
- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs.

Les déchets d'enrobés bitumineux ne pourront être acceptés que s'ils font l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ces tests doivent faire l'objet d'un enregistrement.

Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 25 000 t/an en moyenne et 50 000 t/an au maximum.

Les matériaux inertes extérieurs sont admis à des fins de remblaiement de l'excavation ou de valorisation par recyclage pour un volume de 5 000 t/an.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté l'accueil de déchets inertes extérieurs. Les matériaux stockés sont principalement de la terre et des pierres. L'exploitant réalise un tri pour valoriser les bétons par concassage.

Une benne est présente sur la plate-forme de déchargement des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : ACTIVITÉS HORS TIR DE MINES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, ACTIVITÉS HORS TIR DE MINES

Prescription contrôlée :

- **Valeurs limites d'émergence**

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés au bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexes au présent arrêté :

- station B1, située au droit du hameau de Launay Congard ;
- station B2, située au droit du hameau de La Ville Saulnier ;
- station B3, située au droit du hameau des Vaux ;
- station B4, située au droit de l'habitation Nord-Est.

- **Niveaux limites de bruit**

Sous réserve du respect des niveaux d'émergence susvisés, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations mobiles de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Zones concernées	Période de jour allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Limites de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

La durée d'apparition d'un bruit particulier de la carrière, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de la carrière dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de contrôle des niveaux sonores pour l'année 2024, les valeurs limites sont respectées pour l'ensemble des points de mesures.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Auto surveillance des niveaux de vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux de vibrations

Prescription contrôlée :

Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique est réalisée au niveau des habitations les plus exposées à chaque tir, systématiquement au niveau du hameau des Vaux et par alternance au niveau des autres hameaux. Une fois par an, ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifié. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation...) ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas fourni les résultats de tirs de mines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les résultats de tirs de mines réalisés en 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Auto surveillance de l'amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/04/2020, article 9.2.9

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance de l'amiante
Prescription contrôlée : Un suivi annuel de l'évolution pétrographique et minéralogique des matériaux exploités sur le site de la carrière est réalisé par l'exploitant. Il est issu du prélèvement et de l'analyse d'échantillons pris au fur et à mesure de l'avancée des travaux d'exploitation. Les résultats du suivi sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant indique qu'il n'a pas réalisé le suivi pétrographique et minéralogique des matériaux exploités en 2025. Post-inspection, l'exploitant a informé du démarrage des premières investigations sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser le suivi pétrographique et minéralogique des matériaux exploités sur la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> -la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; -les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; -en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

<p>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</p> <p>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni le plan de gestion des déchets d'extraction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir le plan de gestion des déchets d'extraction et le transmettre à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 27/09/2024, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les Installations Classées.</p> <p>L'exploitation (remise en état comprise) est menée en trois périodes quinquennales.</p> <p>À chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexes au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p>	
Phases	Montant des garanties financières indexé en avril 2024 (Index février 2024 base 100 : 129.9)
1 (0-5 ans)	218 006,00 €
2 (5-10 ans)	514 836,00 €

3 (10-15 ans)	484 660,00 €

Les montants des garanties financières devront faire l'objet d'une réactualisation selon l'indice TP01 en vigueur à la date de signature du présent arrêté.

Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la constitution des garanties financières suite à la reprise du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la constitution de garanties financières et transmettre l'acte de cautionnement à M. Le Préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois